

La crise migratoire la plus importante ? C'était en 2000

■ Ce 20 juin marque la journée mondiale des réfugiés. Retour sur des chiffres clés.

Le migrant. Il est au cœur de toutes les actualités. En Belgique, en Italie, en Allemagne, aux États-Unis. Le migrant, l'illégal, est peut-être un futur réfugié. Et vice-versa. Un être humain qui, converti en statistiques, cristallise la politique et la société. Aujourd'hui, plus qu'hier.

Trois crises de l'asile

La Belgique, comme le montre l'infographie ci-dessus, a connu trois crises : en 2000, en 2010 et en 2015. La plus importante est la première. Cette année-là, quelque 50 000 personnes demandent l'asile. À noter que les chiffres sur les demandes d'asile repris ci-dessus concernent, entre 1999 et 2007, le nombre de dossiers d'asile déposés. Entre 2008 et 2018, il s'agit du nombre de personnes. Pendant longtemps, les statistiques du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides (CGRA) étaient exprimées en nombre de dossiers. Un dossier pouvant concerner plusieurs personnes (par exemple, un parent avec plusieurs enfants) : ceci explique la différence entre 50 000 personnes et 42 691 dossiers. Le CGRA compte aujourd'hui en nombre de personnes pour faire correspondre leurs données aux normes européennes quant aux statistiques d'asile.

Une refonte du système

L'année 2000, donc. À l'époque, le système d'accueil et d'asile est très différent. Fedasil, l'Agence fédérale pour

l'accueil des demandeurs d'asile, n'existe pas. L'aide fournie aux demandeurs d'asile est financière et non matérielle. Une pratique à laquelle la Belgique décide de mettre fin le 31 décembre 2000. *"On délivrait systématiquement une aide en argent comptant par les CPAS, dès le dépôt de la demande d'asile. Mais il n'y avait pas de suivi : les gens devaient se débrouiller pour trouver un logement. Ce système d'aide a généré un appel d'air. Or de nombreux demandeurs ne remplissaient pas les conditions pour obtenir le statut de réfugié (la plupart venaient d'ex-URSS, d'ex-Yougoslavie et de Roumanie, NdLR). Quand les gens ont compris que ce ne serait plus le cas au 1^{er} janvier, des centaines de personnes ont fait la file devant l'Office des étrangers",* explique Damien Dermaux, porte-parole du CGRA.

Quant à la crise de 2010, elle touche principalement les Balkans. *"20% de l'ensemble des demandes venaient de pays comme le Kosovo, la Macédoine, la Serbie, etc. C'est d'une part dû aux soubresauts du conflit là-bas et d'une part à la libéralisation des visas pour l'Europe",* note encore Damien Dermaux.

Mais c'est surtout la crise de 2015 qui a, plus que les précédentes, généré un durcissement à la fois de la politique migratoire et du discours portant sur celle-ci. *"Depuis quelques années, l'Union européenne se laisse contaminer par les discours*

de partis extrêmes sur l'immigration, qui manipulent ce thème pour gagner les élections.

Pourtant, au niveau des chiffres, c'est extrêmement clair : on est retombé au niveau d'avant la crise de 2015 (voir infographie). Or, aujourd'hui, chaque nouvelle arrivée de migrants paraît intolérable", decode Philippe De Bruycker.

"Une régression démocratique"

Pour Marco Martiniello, professeur de sociologie et spécialiste des migrations à l'ULiège, c'est bien ça le danger : l'intolérable est d'ailleurs devenu banal. *"Dans les années 70-80, il y avait des positions racistes mais elles étaient considérées comme marginales. Et aujourd'hui, certains hommes politiques qui reprennent à leur compte ce genre de discours ont du succès. Ce qui témoigne d'une certaine banalisation du racisme. Cela soulève énormément de questions. Pourquoi de tels discours deviennent légitimes ? Comment se fait-il que Theo Francken (secrétaire d'Etat N-VA à*

l'Asile et à la Migration, NdLR) soit populaire partout en Belgique ? Qu'un Matteo Salvini (nouveau ministre italien de l'Intérieur, du parti d'extrême-droite de la Ligue du Nord, NdLR) arrive au pouvoir ? C'est toujours de la faute de l'immigré, du Rom, de l'étranger. Ce faisant, on établit une hiérarchie entre les

êtres humains, on pratique la bonne vieille technique du bouc émissaire, on flirte avec les limites du racisme."

Un discours parfois violent qui, souligne Marco Martiniello, ne doit pas gommer les réalités. *"Au-delà du discours, on ne peut pas dire que la Belgique n'accueille personne. Ce n'est pas vrai (voir infographie). Mais au fur et à mesure que les élections approchent, le jeu électoraliste domine : on sait que c'est facile de gagner des voix en brandissant la peur. Ça, démocratiquement, c'est une régression."*

Sarah Freres

50 000

Demandeurs d'asile

En 2000, 50 000 personnes demandent l'asile. Un pic historique. La Belgique délivre toutefois plus de statuts de protection internationale aujourd'hui.

"Aujourd'hui, chaque nouvelle arrivée de migrants paraît intolérable."

Philippe De Bruycker

Spécialiste du droit de l'immigration européen et professeur à l'ULB.

EVOLUTION DU NOMBRE DE DEMANDES D'ASILE ET DE STATUT DE PROTECTION INTERNATIONALE

